

Table des matières

Avertissement.....	7
Table des principales abréviations.....	9
Préambule.....	11
Sommaire.....	15
 PARTIE I	
Le cadre légal, réglementaire et doctrinal.....	33
 Titre I	
Le droit européen.....	37
CHAPITRE I : La Charte des droits fondamentaux.....	39
CHAPITRE II : Le RGPD.....	43
 Titre II	
Les normes nationales.....	47
CHAPITRE I : Loi de mise en œuvre du RGPD (« LMO »).....	49
CHAPITRE II : Protection des données en matière pénale et de protection nationale (« LMP »).....	51
CHAPITRE III : Article 31 de la Constitution.....	55
CHAPITRE IV : Dispositions particulières éparses.....	61

Titre III	
Sources jurisprudentielles et doctrinales	63
CHAPITRE I : Jurisprudence européenne et luxembourgeoise	65
CHAPITRE II : Recommandations et opinions des autorités de contrôle	67
Section I : Les avis, opinions et décisions de la CNPD	68
Section II : Les avis et opinions du « Groupe de l'article 29 »	70
Section III : Les lignes directrices de l'EDPB	74
PARTIE II	
Les concepts de base : « donnée » et « traitement »	77
Titre I	
Donnée à caractère personnel	79
CHAPITRE I : Donnée entrant dans le champ d'application	81
CHAPITRE II : Données anonymisées et données simplement pseudonymisées	89
CHAPITRE III : Moyens disproportionnés ou irraisonnables d'identification	97
Titre II	
Les données dites « sensibles »	101
CHAPITRE I : L'origine raciale ou ethnique	105
CHAPITRE II : Les opinions politiques	107
CHAPITRE III : Les convictions religieuses ou philosophiques	111

Section VII : Nécessité pour des motifs d'intérêt public importants et proportionnels..... 141

Section VIII : Nécessité pour les professionnels de la santé.....	142
Section IX : Nécessité pour des questions de santé publique.....	143
Section X : Nécessité et proportionnalité pour des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques	145
CHAPITRE X : Données de condamnations pénales et infractions	147
CHAPITRE XI : Données concernant des enfants.....	151
Titre III	
Traitements de données en général.....	155
CHAPITRE I : Traitements entrant dans le champ d'application matériel	157
CHAPITRE II : Traitements exclus du champ d'application matériel du RGPD	163
Section I : Matières exclues du droit de l'Union européenne	164
Section II : Accords internationaux et organisations internationales.....	167
Section III : Droit pénal, dans une certaine mesure.....	170
Section IV : Activité strictement personnelle ou domestique.....	171
Section V : Réseaux sociaux et usage privé (article 88 du RGPD).....	175

PARTIE III

Champ d'application matériel, territorial et compétence	177
--	------------

Titre I

Portée de la législation européenne et nationale	179
---	------------

CHAPITRE I : Champ d'application matériel du RGPD	181
--	------------

CHAPITRE II : Champ d'application territorial du RGPD	183
--	------------

Section I : Établissement sur le territoire de l'Union européenne	184
--	------------

Section II : Établissement en dehors du territoire de l'Union européenne	187
---	------------

§ 1 Les personnes présentes sur le territoire de l'Union européenne	187
--	------------

§ 2 L'offre de biens ou de services	188
--	------------

§ 3 Le suivi du comportement	192
---	------------

CHAPITRE III : Champ d'application de la LMO	195
---	------------

Section I : Un texte légal confus	196
--	------------

Section II : Tentative de clarification	198
--	------------

Titre II

Compétence des autorités de contrôle	201
---	------------

CHAPITRE I : Compétence exclusive	203
--	------------

CHAPITRE II : Désignation d'une autorité chef de file	207
--	------------

CHAPITRE III : Compétence partagée et coopération	213
--	------------

Titre III	
Représentant des entités basées hors de l'Union européenne	217
CHAPITRE I : Obligation de désigner un représentant	219
CHAPITRE II : Incompatibilités et responsabilités	223
CHAPITRE III : Exemptions limitées	227
PARTIE IV	
Qualification légale – Responsable(s) ou sous-traitant	231
Titre I	
Le responsable du traitement	235
CHAPITRE I : Formes et nature fonctionnelle et autonome de la qualification	237
CHAPITRE II : Déterminer les finalités et les moyens du traitement	241
Titre II	
Les responsables conjoints du traitement	249
Titre III	
Le sous-traitant	253
Titre IV	
Destinataires, tiers et personnes concernées	259
CHAPITRE I : Les destinataires	261
CHAPITRE II : Les tiers	263
CHAPITRE III : Les personnes concernées	265

PARTIE V

Obligations générales liées au traitement des données	269
--	-----

Titre I

La licéité du traitement : l'exigence d'une justification préalable	271
--	-----

CHAPITRE I : La personne concernée a consenti au traitement de ses données à caractère personnel pour une ou plusieurs finalités spécifiques	275
---	-----

Section I : Observations préliminaires	276
---	-----

Section II : Un acte d'approbation positif et non pas une abstention	277
---	-----

Section III : Une manifestation de la volonté librement posée	279
--	-----

Section IV : Un consentement spécifique et non pas général	285
---	-----

Section V : Une prise de position éclairée	287
---	-----

Section VI : Manifestation de la volonté univoque	289
--	-----

Section VII : Observations additionnelles	290
--	-----

CHAPITRE II : Le traitement est nécessaire à l'exécution d'un contrat auquel la personne concernée est partie ou à l'exécution de mesures précontractuelles prises à la demande de celle-ci	293
--	-----

Section I : Quid du contexte contractuel, précontractuel ou post-contractuel ?	294
---	-----

Section II : La nécessité : une exigence de proportionnalité	296
---	-----

CHAPITRE III : Le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle le responsable du traitement est soumis	301
--	-----

CHAPITRE IV : Le traitement est nécessaire à la sauvegarde des intérêts vitaux de la personne concernée ou d'une autre personne physique	305
---	------------

CHAPITRE V : Le traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement	309
--	------------

Section I : Concept d'autorité publique ou dépositaire d'une mission d'intérêt public.....	310
---	------------

Section II : Concept de mission d'intérêt public.....	312
--	------------

Section III : Traitement nécessaire dans le cadre d'une mission d'intérêt public.....	314
--	------------

CHAPITRE VI : Le traitement est nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par le responsable du traitement ou par un tiers, à moins que ne prévalent les intérêts ou les libertés et droits fondamentaux de la personne concernée qui exigent une protection des données à caractère personnel, notamment lorsque la personne concernée est un enfant	317
--	------------

Section I : L'intérêt soulevé doit être « légitime ».....	320
--	------------

§ 1 Prérequis indispensables attachés à la notion « d'intérêt ».....	320
---	-----

§ 2 La difficile question des intérêts de nature commerciale.....	322
--	-----

§ 3 Autres catégories d'intérêts.....	329
--	-----

§ 4 L'évaluation de la légitimité à l'aune du responsable, du tiers et surtout de la personne concernée.....	331
---	-----

§ 5 Les (surprenants) critères de légitimité de l'EDPB.....	333
--	-----

§ 6 Rares exemples de traitements qualifiés d'(il)légitimes	336
--	-----

Section II : Le traitement des données doit être véritablement nécessaire aux fins de cet intérêt.....	338
---	------------

Section III : Le responsable doit démontrer que ni les intérêts, ni les droits ni les libertés de la personne concernée ne prévalent sur son intérêt légitime	341
§ 1 Les intérêts de la personne concernée	342
§ 2 Les droits et libertés de la personne concernée	343
§ 3 Tendance jurisprudentielle à favoriser les droits et intérêts des personnes concernées	344
§ 4 L'exercice et la démonstration d'une pondération effective....	348
 Titre II	
Énumération des autres principes généraux	357
 Titre III	
Les principes de transparence et de loyauté.....	359
 CHAPITRE I : Principe de loyauté.....	361
 CHAPITRE II : Principe de transparence.....	367
Section I : Transparence générale et transversale	368
Section II : Transparence pour toute information ou communication	371
Section III : La transparence et l'obligation d'accessibilité aisée.....	372
Section IV : La transparence suppose une compréhension aisée, y compris s'agissant des langues et supports utilisés.....	375
Section V : La transparence requiert des termes clairs, simples et adaptés aux personnes concernées.....	377
 Titre IV	
Principe de limitation des finalités	381
 CHAPITRE I : Caractéristiques des finalités.....	383

CHAPITRE II : (II)Légalité des bases de licéité multiples ?	387
Section I : Arguments des tenants d'une approche « unitaire ».....	388
Section II : Arguments des tenants d'une approche « multiple »	390
Section III : Le doute persiste.....	391
CHAPITRE III : Interdiction de traitements ultérieurs incompatibles	393
Titre V	
Minimisation des données collectées et traitées.....	397
Titre VI	
Principe d'exactitude des données	403
Titre VII	
Principe de limitation de la conservation	407
CHAPITRE I : Application chronologique du principe.....	409
CHAPITRE II : Les durées de conservation déterminées.....	413
Section I : Durées imposées par la loi	417
Section II : Durées maximales fixées par la loi	418
Section III : Charge de la preuve des circonstances justifiant une rétention.....	420
CHAPITRE III : Durées de conservation déterminables à l'aide de critères	423
Titre VIII	
Intégrité et confidentialité des données.....	427
Titre IX	
Principe de responsabilité.....	431

TITRE X

Protection dès la conception et par défaut.....	435
--	------------

CHAPITRE I : Protection dès la conception.....	437
---	------------

Section I : Conditions essentielles.....	438
---	------------

Section II : L'état des connaissances.....	440
---	------------

Section III : Proportionnalité du principe selon le risque et le contexte.....	441
---	------------

CHAPITRE II : Protection par défaut.....	445
---	------------

PARTIE VI

La protection des données en tension avec d'autres enjeux.....	449
---	------------

Titre I

Protection des données et liberté d'expression et d'information.....	451
---	------------

CHAPITRE I : Dérogations prévues par l'article 85 du RGPD.....	453
---	------------

CHAPITRE II : Dispositions du droit national luxembourgeois.....	455
---	------------

Section I : Hypothèse n° 1 : « Le traitement se rapporte à des données rendues manifestement publiques par la personne concernée ».....	458
--	------------

Section II : Hypothèse n° 2 : « Le traitement se rapporte à des données qui sont en rapport direct avec la vie publique de la personne concernée ».....	458
--	------------

Section III : Hypothèse n° 3 : « Le traitement se rapporte à des données qui sont en rapport direct avec le fait dans lequel elle [la personne concernée] est impliquée de façon volontaire ».....	460
---	------------

Titre II

Traitement de données à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques..... 465

CHAPITRE I : **Dérogations prévues par l'article 89 du RGPD. 467**

CHAPITRE II : **Dispositions du droit national luxembourgeois 471**

Section I : Conditions générales et nébuleuses 472

Section II : Mesures appropriées 473

§ 1 La désignation d'un délégué à la protection des données..... 474

§ 2 La réalisation d'une analyse de l'impact des opérations de traitement envisagées sur la protection des données à caractère personnel 474

§ 3 l'anonymisation, la pseudonymisation au sens de l'article 4, paragraphe 5, du [RGPD] ou d'autres mesures de séparation fonctionnelle garantissant que les données collectées à des fins de recherche scientifique ou historique, ou à des fins statistiques, ne puissent être utilisées pour prendre des décisions ou des actions à l'égard des personnes concernées..... 475

§ 4 Le recours à un tiers de confiance fonctionnellement indépendant du responsable du traitement pour l'anonymisation ou la pseudonymisation des données.... 476

§ 5 Le chiffrement des données à caractère personnel en transit et au repos, ainsi qu'une gestion des clés conformes à l'état de l'art..... 476

§ 6 L'utilisation de technologies renforçant la protection de la vie privée des personnes concernées..... 477

§ 7 La mise en place de restrictions de l'accès aux données à caractère personnel au sein du responsable du traitement..... 477

§ 8 Des fichiers de journalisation qui permettent d'établir le motif, la date et l'heure de la consultation et l'identification de la personne qui a collecté, modifié ou supprimé les données à caractère personnel 478

§ 9 La sensibilisation du personnel participant au traitement des données à caractère personnel et au secret professionnel..... 478

§ 10 L'évaluation régulière de l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles mises en place à travers un audit indépendant.....	479
§ 11 L'établissement au préalable d'un plan de gestion des données.....	479
§ 12 L'adoption de codes de conduite sectoriels tels que prévus à l'article 40 du règlement (UE) 2016/679 approuvés par la Commission européenne en vertu de l'article 40, paragraphe 9, du règlement (UE) 2016/679.....	480

Titre III

Traitement de données dans les relations de travail..... 481

CHAPITRE I : **Dérogations prévues par l'article 88 du RGPD. 483**

CHAPITRE II : **Le droit luxembourgeois du travail..... 487**

Section I : L'article 71, paragraphe 1, de la LMO..... 488

Section II : L'article 71, paragraphe 2, de la LMO..... 491

§ 1 La finalité de traitement de la mesure de surveillance doit être « détaillée »..... 492

§ 2 Les modalités de mise en œuvre du système de surveillance doivent être contenues dans cette notification à l'entité compétente 493

§ 3 « Le cas échéant », l'employeur doit communiquer les durées de conservation des données ou les critères permettant de déterminer cette durée 493

§ 4 La dernière partie de l'article L. 261-I, paragraphe 1, comporte l'obligation pour l'employeur de déclarer et de promettre un traitement très limité 494

Section III : L'article 71, paragraphes 3 et suivants de la LMO..... 495

Section IV : L'article 71, paragraphe 4, de la LMO..... 497

§ 1 La période suspensive ne prend place que si une demande d'avis est soumise à la CNPD (sans conditions de forme particulières) dans les 15 (quinze) jours de « l'information préalable »..... 497

§ 2 La demande d'avis doit être introduite soit par « les salariés concernés », soit par « la délégation du personnel »..... 498

§ 3 La période de grâce pendant laquelle la mesure de surveillance ne peut pas être mise en place ne dure que depuis l'introduction de la demande d'avis à la CNPD, jusqu'à ce que la CNPD rende cet avis.....	499
Section V : L'article 71, paragraphe 5, de la LMO	500
CHAPITRE III : Protection hors de la LMO et du Code du travail	501
Section I : Applicabilité de toutes les obligations du RGPD.....	502
Section II : Guidances des autorités de contrôle en matière de droit du travail.....	502
Section III : Jurisprudence en matière de vie privée des travailleurs.....	505
PARTIE VII	
Obligations du responsable du traitement.....	507
Titre I	
Primauté de la responsabilité du responsable du traitement.....	509
Titre II	
L'information des personnes concernées	513
CHAPITRE I : Distinction selon la méthode d'obtention des données.....	515
CHAPITRE II : Informations à communiquer en temps et en heure	519
Section I : Collecte directement auprès de la personne concernée.....	520
Section II : Données non collectées directement auprès de la personne concernée	522
CHAPITRE III : Exceptions à l'obligation d'information : généralités.....	531

CHAPITRE IV : Exception permise par l'article 13	533
CHAPITRE V : Exceptions permises par l'article 14	537
Section I : La personne concernée dispose déjà de toutes les informations	538
Section II : L'exception d'impossibilité ou de disproportionnalité	538
§ 1 « La fourniture des informations se révèle impossible »	539
§ 2 « La fourniture des informations exigerait des efforts disproportionnés »	539
Section III : Exception d'incompatibilité avec la finalité de traitement	541
Section IV : Exceptions au titre du droit national	544
Section V : Exceptions au titre du secret professionnel ..	548
 Titre III	
Transfert des données	551
CHAPITRE I : Concept et champ d'application	553
CHAPITRE II : Raisonnement par étapes	557
CHAPITRE II : Première étape : décision d'adéquation	561
Section I : Processus et effets d'une décision d'adéquation	562
Section II : Remise en cause d'une décision d'adéquation	565
CHAPITRE III : Seconde étape : garanties appropriées, droits opposables et voies de droit effectives	571
Section I : Des conditions un peu vite oubliées	572
Section II : Les « garanties appropriées »	573
§ 1 Les règles d'entreprises contraignantes ou « BCRs »	574

§ 2 Les clauses contractuelles types	577
§ 3 Les codes de conduite et les certifications.....	578
§ 4 Les instruments juridiques contraignants et exécutoires entre autorités ou organismes publics	579
§ 5 Les clauses contractuelles autorisées spécifiquement par l'autorité de contrôle compétente	579
CHAPITRE IV : Troisième étape : dérogation pour les situations particulières.....	581
Section I : Utilisation exceptionnelle des dérogations de l'article 49 du RGPD.....	582
Section II : Liste des dérogations exceptionnelles de l'article 49	584
Section III : Distinctions des dérogations de l'article 49 par rapport aux bases de licéité de l'article 6 du RGPD	593
CHAPITRE V : Observations complémentaires	597
Titre IV	
Délégué à la protection des données	599
CHAPITRE I : Considérations générales.....	601
CHAPITRE II : Désignation obligatoire d'un DPO	603
Section I : Obligation de nomination dans le secteur public.....	604
Section II : Obligation de nomination en cas de suivi à grande échelle	606
Section III : Obligation de nomination en cas de traitement massif de données sensibles ou judiciaires	610
CHAPITRE III : Critères de nomination d'un DPO	613
CHAPITRE IV : Le DPO des groupes de sociétés et des autorités publiques	617

CHAPITRE V : Le DPO en pratique.....	621
Section I : Déclaration de la nomination du DPO	622
Section II : Le secret professionnel du DPO	624
Section III : L'autonomie du DPO et son lien avec la hiérarchie	625
Section IV : Exigence d'un cadre contractuel et absence de conflits d'intérêts.....	626
Section V : Accès du DPO au processus décisionnel	629
Section VI : Exigences de ressources suffisantes	631
CHAPITRE V : Régime de responsabilité du DPO.....	633
Section I : Limite au pouvoir de direction de l'employeur	634
Section II : Hypothèses limitées	635
§ 1 Démission du DPO	635
§ 2 Renvoi pour cause hors des fonctions du DPO	635
CHAPITRE VI : Les missions du DPO	639
Section I : Considérations générales.....	640
Section II : Informer et conseiller.....	641
Section III : Procéder à des contrôles.....	642
Section IV : S'impliquer dans les analyses d'impact	644
Section V : Coopération avec les autorités de contrôles....	645
Section VI : Point de contact privilégié.....	646
Titre V	
Registre(s) des activités de traitement.....	647
CHAPITRE I : Principes	649
Section I : Base légale et obligations principales	650
Section II : Mentions additionnelles à renseigner	652

CHAPITRE II : Exemptions	653
Section I : Pas d'exemption si l'entité visée compte plus de 249 employés.....	654
Section II : Pas d'exemption si le traitement est susceptible d'entraîner un risque.....	656
Section III : Pas d'exemption si le traitement n'est pas occasionnel	657
Section IV : Pas d'exemption en cas de traitement de données sensibles.....	658
CHAPITRE III : Formes et mise à jour	659
Titre VI	
Les violations de données (« data breaches »).....	663
CHAPITRE I : La notion de violation de données	665
CHAPITRE II : Notification à l'autorité de contrôle	671
Section I : Notification « dans les meilleurs délais, mais au plus tard dans les 72 heures.....	672
Section II : Notification tardive, assortie des motifs de retard.....	677
Section III : Violation non susceptible d'engendrer un risque	678
CHAPITRE III : Notification à la personne concernée	681
Section I : Un droit indirect de la personne concernée ?.....	682
Section II : Analyse du risque élevé par le responsable...	682
§ 1 « Susceptible d'engendrer un risque ».....	683
§ 2 « Un risque élevé »	684
§ 3 « Pour les droits et libertés de la personne concernée »	685

Section III : Analyse postérieure par une autorité de contrôle	686
Section IV : Mise en œuvre.....	687
Section V : Exception en cas de mesures préalables ou postérieures.....	689
Section VI : Exception limitée en cas d'efforts disproportionnés	691
 Titre VII	
Analyses d'impact et consultation préalable	695
 CHAPITRE I : L'analyse d'impact comme détection d'un risque élevé.....	
CHAPITRE II : Conditions de déclenchement d'une analyse d'impact.....	699
Section I : Considérations générales.....	700
Section II : Traitements présentant toujours un risque élevé.....	701
§ 1 Traitements faisant appel à de nouvelles technologies (article 35, paragraphe 1).....	702
§ 2 L'évaluation systématique et approfondie d'aspects personnels concernant des personnes physiques, qui est fondée sur un traitement automatisé, y compris le profilage, et sur la base de laquelle sont prises des décisions produisant des effets juridiques à l'égard d'une personne physique ou l'affectant de manière significative de façon similaire (article 35, paragraphe 3, sous a)).....	702
§ 3 Le traitement à grande échelle de catégories particulières de données visées à l'article 9, paragraphe 1, ou de données à caractère personnel relatives à des condamnations pénales et à des infractions visées à l'article 10 [les « données sensibles »] (article 35, paragraphe 3, sous b)).....	703
§ 4 La surveillance systématique à grande échelle d'une zone accessible au public (article 35, paragraphe 6, sous c)).....	704

§ 5 Les opérations de traitement spécifiquement listées et publiées par une autorité de contrôle (<i>article 35,</i> <i>paragraphe 4 ; article 68</i>)	704
Section III : Autres traitements potentiellement à haut risque	706
CHAPITRE III : Forme et contenu de l'analyse d'impact	709
Section I : Considérations générales	710
Section II : Contenu minimal à intégrer à l'analyse d'impact	712
CHAPITRE IV : Exceptions à l'obligation de l'analyse d'impact	715
Section I : Exception en vertu d'une disposition légale expresse	716
Section II : Exceptions circonstanciées et limitées	717
CHAPITRE V : Conclusions et suites d'une analyse d'impact ...	719
CHAPITRE VI : La consultation préalable en cas de risque élevé	721
Titre VIII	
Désignation d'un sous-traitant respectueux de la loi	725
PARTIE VIII	
Obligations du sous-traitant	729
Titre I	
L'obligation contractuelle de l'article 28 du RGPD	731
CHAPITRE I : Le caractère obligatoire d'un accord	733
CHAPITRE II : Obligations du sous-traitant devant figurer dans le contrat	737

Section I : Obligation de traitement sur instruction documentée	739
Section II : Obligation de confidentialité	741
Section III : Obligation de sécurité	742
Section IV : Obligation de recrutement qualitatif	746
Section V : Obligation d'assistance quant aux droits des personnes concernées	747
Section VI : Obligation d'assistance technique	749
Section VII : Obligation de suppression simple ou de copie pré-suppression	751
Section VIII : Obligation d'information	753
 CHAPITRE III : L'emploi de sous-traitants secondaires (« sub-processors »)	 759
 Titre II	
Les obligations spécifiques au sous-traitant	765
 CHAPITRE I : Considérations générales	 767
 CHAPITRE II : Le registre du sous-traitant	 769
 CHAPITRE III : Le devoir d'assistance du sous-traitant	 773
Section I : Requêtes des personnes concernées	774
Section II : Assistance en cas de violation et autre « data breach »	777
Section III : Obligations contractuelles accessoires	779
 Titre III	
Fin de la relation entre responsable et sous-traitant	783
 CHAPITRE I : Causes et conséquences de la fin de la relation	 785

CHAPITRE II : Sort des données en cas de silence du responsable	787
PARTIE IX	
Droits des personnes concernées	793
Titre I	
Limites et garanties d'exercice des différents droits	795
CHAPITRE I : Obligation du responsable de répondre à la requête	797
Section I : Cas d'ouverture	798
Section II : Communications par l'entremise de représentants	798
Section III : Vérification préalable de l'identité de la personne concernée	801
CHAPITRE II : Limites et exceptions aux droits des personnes concernées	805
Section I : Exception générale	806
Section II : Exceptions propres au droit visé	806
Section III : Exception au titre du droit interne national (article 23)	807
CHAPITRE III : Délais de réponse du responsable	811
CHAPITRE IV : Formes et coûts	815
Section I : Mise en œuvre physique ou électronique	816
Section II : Mise en œuvre sans frais, sauf disproportion	817
CHAPITRE V : Refus ou acceptation de l'exercice d'un droit	819
CHAPITRE VI : Mesures additionnelles	825

Titre II

Droit d'accès de la personne concernée.....	827
--	------------

CHAPITRE I : Un droit d'accès aux seules données

proprement dites ?	829
---------------------------------	------------

Section I : Contenu des données et informations accessibles.....	830
---	------------

Section II : Forme et format des données accessibles	832
---	------------

Section III : Difficulté d'identification des données	834
--	------------

Section IV : Formalités de communication	835
---	------------

CHAPITRE II : Un droit d'accès à de nombreuses (autres)

informations.....	837
--------------------------	------------

CHAPITRE III : Limites, formes et coûts.....	841
---	------------

Titre III

Droit de rectification.....	847
------------------------------------	------------

Titre IV

Droit à l'effacement (le nouveau « droit à l'oubli »).....	851
---	------------

CHAPITRE I : Genèse prétorienne du droit à l'oubli.....	853
--	------------

CHAPITRE II : Les cas d'ouverture du droit à l'effacement	857
--	------------

Section I : Effacement automatique par l'effet du temps.....	858
---	------------

Section II : Effacement par retrait du consentement.....	859
---	------------

Section III : Effacement par effet du droit d'opposition....	861
---	------------

Section IV : Effacement automatique par l'effet du temps.....	862
--	------------

Section V : Effacement par l'effet d'une norme légale expresse	864
---	------------

Section VI : Effacement pour les services de la société d'information.....	864
---	------------

CHAPITRE III : Formes et coûts.....	867
CHAPITRE IV : Les exceptions au droit à l'effacement.....	869
Section I : Exception au titre de la liberté d'expression et d'information	870
Section II : Exception au titre de la loi ou d'une mission d'intérêt public.....	875
Section III : Exception pour des motifs d'intérêt public en matière de santé.....	876
Section IV : Nuisance grave ou impossibilité de réaliser certaines finalités précises.....	878
Section V : Constatation, exercice ou défense d'un droit en justice.....	880
Titre V	
Droit à la limitation du traitement.....	883
CHAPITRE I : Contestation de l'exactitude des données.....	885
CHAPITRE II : Illicéité des données traitées	887
CHAPITRE III : Conservation plus longue pour la protection d'un droit	891
CHAPITRE IV : Opposition aux motifs légitimes de traitement avancés.....	895
Titre VI	
Droit à la portabilité des données	899
CHAPITRE I : Conditions pour l'usage du droit à la portabilité.....	901
CHAPITRE II : Mise en œuvre du droit à la portabilité.....	907
Section I : Transfert direct des données par le responsable	908

Section II : Transfert techniquement possible	910
Section III : Obligations du responsable destinataire des données portables	911
CHAPITRE III : Limites et exceptions légales du droit à la portabilité.....	913
Section I : « Sans préjudice de l'article 17 » – ni une limite ni une exception.....	914
Section II : Exceptions légales au droit à la portabilité ...	915
Section III : Droit et libertés de tiers – limite au droit à la portabilité.....	916
Titre VII	
Droit d'opposition à certains traitements	919
CHAPITRE I : Cas d'ouverture.....	921
Section I : Les trois hypothèses du droit d'opposition	922
Section II : L'opposition « y compris » en cas de profilage.....	924
CHAPITRE II : Exceptions au droit d'opposition.....	927
Section I : Motifs impérieux, légitimes et prévalant.....	928
§ 1 Motif légitime	929
§ 2 Motif impérieux	929
§ 3 Motif prévalant.....	930
Section II : Motifs impérieux et légitimes pour les droits en justice.....	931
Section III : Nécessité aux fins d'une mission d'intérêt public de recherche.....	932
CHAPITRE III : Mise en œuvre et cas particuliers.....	935

Titre VIII

Droit à ne pas faire l'objet de certaines prises de décisions.....	939
---	------------

CHAPITRE I : Cas d'ouverture.....	941
--	------------

Section I : Une « décision ».....	943
--	------------

Section II : Une décision reposant « exclusivement » sur un traitement automatisé.....	943
---	------------

Section III : Effets juridiques significatifs ou autres effets de similaire intensité.....	945
---	------------

CHAPITRE II : Exceptions au droit de l'article 22.....	947
---	------------

Section I : Nécessité contractuelle.....	948
---	------------

Section II : Norme légale expresse entourée de garanties	949
---	------------

Section III : Consentement explicite.....	949
--	------------

CHAPITRE III : Cas particuliers de certaines données sensibles	951
---	------------

CHAPITRE IV : Mise en œuvre et cas particuliers	955
--	------------

PARTIE X

Codes de conduite et certifications	957
--	------------

Titre I

Ce que ne sont pas et ne font pas les codes de conduite et les certifications.....	959
---	------------

Titre II

Codes de conduite	961
--------------------------------	------------

CHAPITRE I : Codes de conduite non approuvés.....	963
--	------------

CHAPITRE II : Codes de conduite approuvés.....	965
---	------------

Section I : Étapes de création et d'approbation d'un code de conduite	966
§ 1 Une association ou un organisme similaire qui a la capacité juridique de représenter des « catégories de responsables du traitement ou de sous-traitants » établit un code de conduite.....	966
§ 2 Le code élaboré doit ensuite être soumis à l'autorité de contrôle compétente en vertu de l'article 55 du Règlement.....	967
§ 3 Si le code dont l'approbation est demandée concerne des activités de traitement « menées » dans un seul État membre (ici, par exemple, le Luxembourg), l'autorité de contrôle compétente (ici, la CNPD) rend un avis sur ce projet de code de conduite déclarant si elle approuve ou rejette ledit code.....	967
§ 4 Si l'autorité de contrôle arrive à la conclusion que le projet de code est satisfaisant, elle procède ensuite à son enregistrement et à sa publication	968
§ 5 Si le code dont l'approbation est demandée concerne des activités de traitement « menées » dans plusieurs États membres, un processus de concertation doit être initié par l'autorité de contrôle compétente	968
Section II : Avantages légaux d'un code de conduite	969

Titre III

Certifications	971
-----------------------------	------------

CHAPITRE I : Principe de la certification.....	973
---	------------

CHAPITRE II : Types de certifications actuellement disponibles.....	977
--	------------

PARTIE XI

Les sanctions d'une violation 979

Titre I

Sanctions administratives 981

CHAPITRE I : **Prise de décisions par les organes de la CNPD** 983

Section I : Organisation structurelle de la CNPD 984

Section II : Enquêtes 985

CHAPITRE II : **Imposition d'une sanction** 989

**Section I : Exclusion limitée de la LMO pour l'État
et les communes** 990

**Section II : Sanction en cas de faute ou de négligence
fautive** 992

**Section III : Prise en compte d'éléments à charge
et à décharge** 993

Section IV : Sanction proportionnée et dissuasive 995

Section V : Régime national des sanctions et astreintes 998

CHAPITRE III : **Critères pour l'imposition d'une amende
administrative** 1001

Section I : Nature, gravité et durée de la violation 1002

Section II : Violation volontaire ou par négligence 1004

Section III : Mesures d'atténuation 1006

**Section IV : Niveau des mesures techniques
et organisationnelles** 1007

Section V : Violations pertinentes antérieures 1009

**Section VI : Degré de coopération avec l'autorité
de contrôle** 1010

Section VII : Catégories de données 1012

Section VIII : Prise de connaissance de la violation 1013

Section IX : Respect des mesures ordonnées par l'autorité de contrôle.....	1014
Section X : Codes de conduites et certifications.....	1015
Section XI : Toute autre circonstance.....	1015
CHAPITRE IV : Montant de l'amende administrative	1019
Section I : Étapes de calcul proposées par l'EDPB.....	1020
Section II : Plafond de la violation la plus grave.....	1021
Section III : Plafonds chiffrés	1022
§ 1 Un plafond de 10 000 000 EUR ou, dans le cas d'une entreprise, jusqu'à 2 % du chiffre d'affaires annuel mondial total de l'exercice précédent, le montant le plus élevé étant retenu (article 83, paragraphe 4)	1023
§ 2 Un plafond de 20 000 000 EUR ou, dans le cas d'une entreprise, jusqu'à 4 % du chiffre d'affaires annuel mondial total de l'exercice précédent, le montant le plus élevé étant retenu (article 83, paragraphe 5)	1023
§ 3 Un plafond de 20 000 000 EUR ou, dans le cas d'une entreprise, jusqu'à 4 % du chiffre d'affaires annuel mondial total de l'exercice précédent, le montant le plus élevé étant retenu (article 83, paragraphe 6)	1024
CHAPITRE V : Sanctions issues directement du RGPD	1027
Section I : Dispositions légales applicables	1028
Section II : Sanctions reprises à l'article 58 du RGPD	1029
Section III : Sanction envisagée par le considérant 131 du RGPD.....	1035
CHAPITRE VI : Sanctions issues de la loi nationale.....	1037
Section I : Liste générale des sanctions du droit national.....	1038
Section II : L'imposition d'amendes administratives telles que prévues par l'article 83 du RGPD (article 48 de la LMO)	1039

Section III : L'imposition d'astreintes par la CNPD (article 49 de la LMO).....	1040
Section IV : L'imposition de peines pénales (emprisonnement et amende) en cas d'« empêchement ou entrave » aux missions de la CNPD (article 51 de la LMO).....	1043
Section V : La publication, aux frais de la personne sanctionnée de tout ou partie des décisions de la CNPD (article 52 de la LMO).....	1043
CHAPITRE VII : Exécution de la décision et paiement de l'amende.....	1049
CHAPITRE VIII : Sanctions administratives d'autres autorités.....	1053
Titre II	
Voies de recours civiles	1055
CHAPITRE I : Juridictions compétentes.....	1057
Section I : Tribunal du lieu d'établissement du responsable ou du sous-traitant.....	1058
Section II : Tribunal de la résidence habituelle de la personne concernée	1059
Section IV : L'hypothèse d'un Tribunal désigné dans une convention postérieure à la violation	1060
CHAPITRE II : Règles de procédure applicables.....	1061
CHAPITRE III : Conditions d'une sanction judiciaire civile	1065
Section I : Bases légales.....	1066
Section I : L'existence d'un dommage « matériel » ou « moral »	1067

Section III : Une violation du RGPD	1069
Section IV : Le dommage doit être « du fait » de la violation du règlement.....	1070
Section V : Réparation du préjudice	1072
CHAPITRE IV : Obligation à la dette et contribution à la dette	1073
Section I : Responsabilité du responsable du traitement	1075
Section II : Responsabilité du sous-traitant.....	1076
§ 1 « S'il n'a pas respecté les obligations prévues par le présent règlement qui incombent spécifiquement aux sous-traitants ».....	1076
§ 2 « Qu'il a agi en dehors des instructions licites du responsable du traitement ».....	1078
§ 3 « Qu'il a agi [...] contrairement à celles-ci [les instructions licites] »	1078
Section III : Exonération de responsabilité	1080
Section IV : Responsabilité solidaire des auteurs du préjudice	1082
CHAPITRE V : Contribution à la dette.....	1085
Titre III	
Actions administratives.....	1089
CHAPITRE I : Neutralité juridictionnelle du RGPD	1091
CHAPITRE II : Règles de procédure applicables.....	1093
CHAPITRE III : Conditions de recevabilité.....	1097
Section I : L'action doit être portée contre une « décision juridiquement contraignante » de l'autorité de contrôle.....	1099

Section II : La décision de l'autorité doit « concerner » la personne qui introduit l'action en justice.....	1101
Section III : Voie d'action exceptionnelle en cas d'absence de décision.....	1102
CHAPITRE IV : Objet et effets des voies de recours administratives	1105
Titre IV	
Liens entre les différentes actions et réclamations.....	1109
CHAPITRE I : Résumé des catégories	1111
Section I : Action civile ou commerciale devant les juridictions de l'ordre judiciaire...	1112
Section II : Réclamation auprès de l'autorité de contrôle compétente.....	1113
Section III : Recours administratif contre une décision d'une autorité administrative.....	1113
CHAPITRE II : Voies de recours parallèles – relation chronologique.....	1115
Section I : Possibilité légale d'introduire des actions concurrentes.....	1116
Section II : Risques inhérents aux actions concurrentes.....	1117
Section III : Actions parallèles dans différents États membres.....	1118
CHAPITRE III : Voies de recours indépendantes – relation matérielle.....	1121

Titre V

Représentation en justice de la personne concernée.... 1123CHAPITRE I : **Conditions de la représentation****par un organisme** 1125**Section I : L'entité doit avoir la forme sociale
d'un organisme, d'une organisation
ou d'une ASBL**..... 1126**Section II : L'entité en question doit encore avoir été
légalement formée dans l'un des États
membres de l'Union européenne**..... 1127**Section III : L'entité doit encore disposer de statuts
pouvant clairement être identifiés
comme étant « d'intérêt public »**..... 1127**Section IV : L'entité doit être « active »
dans le domaine de la protection
« des personnes concernées »**..... 1128CHAPITRE II : **Limites à la représentation par un organisme**.... 1131**Section I : Mandat restreint** 1132**Section II : Cas particuliers de la LMP
pour les traitements réalisés
par des juridictions**..... 1133

Titre VI

Sanctions pénales..... 1135CHAPITRE I : **Bases légales**..... 1137CHAPITRE II : **Champ d'application personnel** 1139CHAPITRE III : **Les « missions » de la CNPD** 1141CHAPITRE IV : **Les « empêchements et entraves »** 1145

Titre VII

Autres types de sanctions..... 1149

Titre VIII	
Prescription des actions et sanctions de la CNPD	1153
PARTIE XII	
Normes légales complémentaires	1157
Titre I	
Relations organiques et hiérarchiques avec le RGPD ...	1161
Titre II	
Normes complémentaires de droit de l'Union européenne	1163
CHAPITRE I : Règlement gouvernance des données (« Data Governance Act »)	1165
CHAPITRE II : Règlement sur les données (« EU Data Act »)	1169
Titre III	
Loi du 11 août 1982 concernant la protection de la vie privée	1175
CHAPITRE I : Champ d'application général	1177
CHAPITRE II : Cas d'application en tout état de cause	1183
Section I : Écoutes, enregistrements et transmissions	1186
Section II : Photos, vidéos, montages et un mot sur le droit à l'image	1187
Section III : Messages sous pli fermé	1189
Section IV : Appels téléphoniques ou harcèlement par messages	1190
CHAPITRE III : Sanctions pénales	1193
CHAPITRE IV : Responsabilité civile et mesures complémentaires	1195

Titre IV

Loi modifiée de 2004 relative à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.....	1199
---	-------------

Titre V

Loi de 2005 sur les communications électroniques (et loi du 17 décembre 2021)	1205
--	-------------

CHAPITRE I : Champ d'application.....	1207
--	-------------

CHAPITRE II : Synthèse des obligations principales.....	1211
--	-------------

Section I : Obligations proches ou identiques à celles du RGPD.....	1212
--	-------------

Section II : Obligations distinctes et parfois plus strictes que le RGPD.....	1213
--	-------------

Section III : Durées de conservation, y compris pour les « cookies ».....	1214
--	-------------

Section IV : « Cookies » et autres traceurs.....	1216
---	-------------

Section V : Sanctions et autorités compétentes.....	1221
--	-------------

Titre VI

Loi du 1^{er} août 2018 relative au traitement des données des dossiers passagers.....	1223
---	-------------

Titre VII

Loi du 17 août 2018 relative à l'archivage.....	1227
--	-------------

Titre VIII

Loi du 29 novembre 2021 sur les données ouvertes et la réutilisation des informations du secteur public.....	1231
---	-------------

Sources bibliographiques.....	1235
--------------------------------------	-------------

Index.....	1257
-------------------	-------------